

Accords fiscaux—Loi

Simplement pour donner un exemple des conséquences que cette mesure ne manquera pas d'avoir sur les provinces, je dirai que d'ici 1991, Terre-Neuve va perdre 128 millions de dollars, l'Île-du-Prince-Édouard 27.5 millions de dollars, la Nouvelle-Écosse 195 millions de dollars, le Nouveau-Brunswick 156.8 millions de dollars, le Québec 1,435.4 millions de dollars, et l'Ontario, ma propre province, 2,014 millions de dollars.

M. Redway: 400 millions de dollars de plus que l'année dernière.

M. Young: Je me réjouis d'entendre l'intervention de mon honorable collègue le député de York-Est (M. Redway), car le ministre des Finances (M. Wilson) et les députés conservateurs ont eu recours à la novelangue pour tenter de justifier l'action du gouvernement. Ils ont dit qu'ils voulaient simplement ralentir le transfert des fonds du Trésor fédéral aux Trésors provinciaux.

Ils peuvent recourir à toute la modération qu'ils veulent dans la langue qu'ils utilisent pour décrire ce qu'ils cherchent à faire, mais le fait demeure que le Trésor fédéral versera aux Trésors provinciaux 5 milliards de dollars de moins dans le cadre des transferts aux fins des soins de santé et de l'enseignement postsecondaire.

Alors qu'il était critique financier de l'opposition officielle, le ministre des Finances parlait franchement de coupes alors que les libéraux, en s'appuyant sur le même genre de terminologie de la novelangue, tentaient de justifier ce qu'ils faisaient. Une coupe de 5 milliards de dollars sur cinq ans demeure une coupe. Dans n'importe quelle langue une coupe de 5 milliards de dollars . . .

M. Redway: C'est 90 milliards de dollars de plus.

M. Young: . . . qui ne serviront pas aux fins d'éducation de la jeunesse, aux fins de fournir des services médicaux de même qualité à tous les Canadiens, où qu'ils habitent. Si c'est à Terre-Neuve ou au Labrador, ils risquent d'obtenir des services médicaux de moindre qualité que s'ils habitaient dans une province plus riche. Voilà ce que signifie cette mesure. Une coupe de 5 milliards de dollars.

M. Redway: C'est 90 milliards de dollars de plus.

M. Young: Je répète qu'alors qu'il siégeait dans l'opposition, le ministre des Finances avait bel et bien parlé d'hypocrisie flagrante. Je constate que j'ai épuisé mon temps de parole. Je remercie la Chambre de m'avoir écouté.

[Français]

M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur le Président, j'avais préparé quelques notes pour parler une fois de plus sur ce projet de loi C-96. Cependant, dans le peu de temps qu'il me reste, et surtout suite à l'exposé loufoque qui nous a été fait par le ministre de la Justice (M. Crosbie), j'aimerais plutôt relever certains des points qu'il a fait valoir dans son discours.

Tout d'abord, vous remarquerez, monsieur le Président, et d'ailleurs tous les autres députés de cette Chambre aussi, que le ministre de la Justice, lorsqu'il a pris la parole tantôt, était en effet le premier des députés du gouvernement, le premier

des ministres qui se levait pour s'adresser à la Chambre sur ce sujet.

Lorsque le projet de loi a été présenté à la Chambre, il l'a été par le secrétaire parlementaire, j'étais présent, je me le rappelle, c'était par le secrétaire parlementaire du ministre des Communications, l'honorable député de Hamilton—Wentworth (M. Scott). Il n'y a pas un ministre qui avait eu le courage de se lever pour venir présenter un projet de loi aussi odieux que celui-là à la Chambre des communes. Et après plusieurs jours de débat, on se retrouve avec le ministre de la Justice qui se lève pendant une dizaine de minutes pour nous faire l'exposé le plus loufoque, épice de farces, dignes beaucoup plus d'un jardin zoologique que du sujet très sérieux à l'étude.

Le ministre arrive en nous disant, en nous expliquant à sa façon pourquoi le projet de loi a été proposé en cette Chambre. Et d'après lui, c'est pour réparer les erreurs du gouvernement antérieur qui avait empilé déficit par-dessus déficit. Eh bien moi, j'ai une opinion relativement différente et je vous dirai que le gouvernement aussi ajoute au déficit en prenant soin de prendre des mesures qui font l'affaire de ses amis.

Monsieur le Président, la mesure par laquelle les gens qui ont les moyens de faire des gains en capital au pays pourront en être exemptés jusqu'à \$500,000 durant leur vie coûtera aux contribuables canadiens, qu'ils soient riches comme pauvres, quelque chose comme 4.5 milliards de dollars d'ici 1990. Qu'on ne vienne pas me dire qu'actuellement on coupe les vivres aux provinces uniquement pour essayer de réparer les déficits qui ont été accumulés par le gouvernement précédent, parce que je dirais à ce gouvernement: Vous avez des amis auxquels aujourd'hui vous faites des cadeaux et c'est aux petits, aux contribuables moyens et aux contribuables à faible revenu à qui vous demandez de payer la note.

Parlons de l'opération rescapage des deux banques qui ont levé les pattes dans l'Ouest du pays. Quand le gouvernement est venu chercher là aussi des milliards à la Chambre, c'était pour rescaper les gros déposants de plus de \$60,000, non pas les petits parce que ces derniers étaient déjà couverts par l'assurance-dépôt.

Une voix: Les Canadiens ordinaires.

M. Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur le Président, on passe la dette à payer aux provinces, mais c'est pour faire les frais des cadeaux que ce gouvernement donne à ses amis, à ceux qui ont des gros revenus. Je pourrais en parler longtemps. Il me reste peu de temps, mais je vous dirai avant de me rasseoir, monsieur le Président, que les changements à la politique énergétique nationale, nous le savons tous, vont rapporter des milliards en bénéfices à des sociétés multinationales qui n'ont pas comme intérêt premier de prendre soin des besoins des Canadiens. Ce sont là les vrais objectifs du gouvernement qui est en face de nous et qui fait payer, qui transfère aux provinces et aux individus qui ont de la difficulté à «joindre les deux bouts», qui leur demande de payer les cadeaux qu'il fait à ses amis. La voilà la vérité! Et c'est de cette vérité-là que le ministre de la Justice aurait dû parler au lieu de nous faire un discours qui était digne d'un cirque!